

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 7 juillet 1936**, portant application au personnel colonial de la loi du 20 juin 1936. (arrêté de promulgation du 10 août 1936). 406
- Décrets du 10 juillet 1936**, relatifs à l'exécution de la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations et portant abrogation des décrets des 28 octobre 1935, 7 novembre 1935 et 16 novembre 1935. (arrêté de promulgation du 10 août 1936). 407
- Rectificatif au J. O. R. F.** du 11 juillet 1936. 408

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté en date du 31 mai 1936**, portant virements de crédits à l'intérieur de certains chapitres du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. Exercice 1935. 409
- Arrêté en date du 3 août 1936**, portant modification à l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France. 409
- Arrêté en date du 3 août 1936**, abrogeant pour compter du 20 juin 1936 l'arrêté 257 du 16 mai 1934 fixant les modalités d'application du prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes, émoluments, salaires et rétributions perçus par les fonctionnaires ou auxiliaires imputés sur les divers budgets du Territoire. 409

- Arrêté en date du 3 août 1936**, modifiant l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits. 410
- Arrêté en date du 3 août 1936**, portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1935, au budget local et au budget spécial sur fonds d'emprunt. 410
- Arrêté en date du 3 août 1936**, portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1935 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. 410
- Arrêté en date du 3 août 1936**, autorisant au profit des diverses maisons de commerce le remboursement des sommes indûment perçues au titre des droits d'importation, de statistiques, taxes sur le chiffre d'affaire et droit de wharfage. 411
- Arrêté du 3 août 1936**, fixant les obligations des commerçants ou revendeurs de matériel radioélectrique relatives à la déclaration des postes récepteurs des radio-diffusion privés vendus à la clientèle. 411
- Arrêté en date du 3 août 1936**, portant admission en non valeur de côtes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1935. 412
- Arrêté en date du 3 août 1936**, accordant une prime de transport sur les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du Territoire jusqu'à Blittah. 412
- Arrêté en date du 3 août 1936**, créant un camp pénal dans le cercle du Nord. 413
- Décision en date du 22 juillet 1936**, fixant le montant du versement à opérer à la clôture de l'exercice 1935 au compte de trésorerie « fonds spécial de prévoyance ». 413
- Décision en date du 27 juillet 1936**, fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2^{me} semestre 1936). 413

Décision en date du 3 août 1936 , chargeant M. l'administrateur en chef MARTINET administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République.	414
Arrêté du 10 août 1936 , autorisant la constitution d'une société sportive dite « Togo Européen Club ».	414
Arrêté du 10 août 1936 , autorisant la constitution d'une société sportive dite « l'Amicale ».	414
Arrêté du 10 août 1936 , autorisant la création d'une association dénommée « Cercle des Amitiés Françaises ».	414
Arrêté du 10 août 1936 , abrogeant l'arrêté du 13 juillet 1936 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast.	414
Actes divers concernant le personnel européen (Affectations, nominations, congés, passages, félicitations officielles, gratification)	415
Actes divers concernant le personnel indigène (Affectations, constatation de passage automatique, congés, permission, punition, indemnités, fixation salaire, licenciement)	416
Forces de police	417
Divers	418
Indemnités, frais de transport et d'entretien	418
Interdiction de séjour	419
Commission	419
Libération conditionnelle	419
Produits pharmaceutiques	420
Divers	420
Domaines	420
Avis de concours pour l'admission au concours du stage à l'école nationale de la France d'outre-mer	423
Circulaire relative à l'interdiction de séjour	423
Bulletin météorologique pluviométrie	424

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	426
-----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel colonial

ARRETE No 297 promulguant dans le territoire du Togo un décret du 7 juillet 1936 portant application au personnel colonial de la loi du 20 juin 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 7 juillet 1936 portant application au personnel colonial de la loi du 20 juin 1936 apportant des aménagements aux décrets pris en vertu des lois des 28 février 1934 et 8 juin 1935 qui instituent des prélèvements sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret

du 7 juillet 1936 portant application au personnel colonial de la loi du 20 juin 1936 apportant des aménagements aux décrets pris en vertu des lois des 28 février 1934 et 8 juin 1935 qui instituent des prélèvements sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 août 1936.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 17 avril 1934 relatif au prélèvement sur les traitements des fonctionnaires des cadres coloniaux organisés par décret;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 16 juillet 1935 augmentant les délais d'avancement;

Vu le décret du 25 juillet 1935 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence et la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires;

Vu le décret du 29 juillet 1935 relatif au prélèvement sur les traitements des fonctionnaires en service en Indochine;

Vu le décret du 1er août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques des colonies des mesures de défense du franc;

Vu le décret du 10 janvier 1936 portant application aux colonies de l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1935;

Vu la loi du 20 juin 1936 apportant des aménagements aux décrets-lois pris en vertu des lois des 28 février 1934 et 8 juin 1935 qui instituent des prélèvements sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret du 25 juin 1936 portant application de la loi du 20 juin 1936 précitée;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 25 juillet 1935 susvisé portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence et la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires, ainsi que les dispositions du décret du 16 juillet 1935 susvisé augmentant les délais d'avancement pour les personnels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies sont abrogées à compter du 20 juin 1936.

Toutefois, les promotions qui auraient été retardées par application du décret augmentant les délais d'avancement et des décrets subséquents pourront être accordées rétroactivement. Ces promotions n'entraîneront d'effet pécuniaire qu'à compter du 20 juin 1936. Le traitement réglementaire afférent aux grades et classes ainsi obtenus sera pris en compte pour la liquidation de la pension.

ART. 2. — Sont abrogées, à compter du 20 juin 1936 :

1^o — Les dispositions du décret du 17 avril 1934 susvisé relatif au prélèvement sur les traitements des fonctionnaires coloniaux régis par décret;

2^o — En tant qu'elles s'appliquent aux rémunérations des personnels en activité dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret du

16 juillet 1935 susvisé instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, ainsi que les dispositions du décret du 10 janvier 1936 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies de l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1935.

A compter du 20 juin 1936, les traitements, soldes, salaires et rémunérations, à l'exclusion de tous suppléments (notamment de supplément colonial) ou indemnités accessoires (y compris ceux soumis à retenues pour pensions) des personnels des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, ainsi que des collectivités publiques secondaires des colonies telles que provinces, circonscriptions, communes, offices et autres qui y sont rattachés, des établissements publics, des entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public, supportent un prélèvement dont les taux sont fixés ainsi qu'il suit :

Aucun prélèvement n'est exercé lorsque les traitements, soldes, salaires ou rémunérations nets sont inférieurs à 12.000 francs.

Lorsque les traitements sont supérieurs à ce chiffre, le prélèvement est fixé ainsi qu'il suit :

2 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 12.001 à 15.000 francs.

4 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 15.001 à 20.000 francs.

6 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 20.001 à 30.000 francs.

8 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 30.001 à 40.000 francs.

10 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 40.001 à 50.000 francs.

12 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 50.001 à 60.000 francs.

14 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 60.001 à 70.000 francs.

16 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets varient de 70.001 à 80.000 francs.

18 p. 100 pour les fonctionnaires et agents dont les traitements ou émoluments nets sont supérieurs à 80.000 francs.

Dans chaque tranche, les traitements nets, après prélèvements, seront toujours au moins égaux aux traitements nets maxima de la tranche immédiatement inférieure.

ART. 3. — Pour les collectivités dont les personnels n'ont été assujettis qu'au seul prélèvement résultant du décret du 16 juillet 1935, le montant du prélèvement prévu au présent décret ne pourra excéder 10 p. 100.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 juillet 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Comité de coordination

ARRETE N° 298 portant promulgation dans le territoire du Togo des décrets du 10 juillet 1936 relatifs à l'exécution de la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations et portant abrogation des décrets des 28 octobre 1935, 7 novembre 1935 et 16 novembre 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les décrets du 10 juillet 1936 relatifs à l'exécution de la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations et portant abrogation des décrets des 28 octobre 1935, 7 novembre 1935 et 16 novembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France les décrets du 10 juillet 1936 relatifs à l'exécution de la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations et portant abrogation des décrets des 28 octobre 1935, 7 novembre 1935 et 16 novembre 1935.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 août 1936.
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la partie I (pacte de la Société des Nations) du traité signé à Versailles le 28 janvier 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu le décret du 28 octobre 1935 relatif à l'exécution de la résolution adoptée, le 14 octobre 1935, par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations;

Vu la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations;

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions prévues par le décret du 28 octobre 1935 relatif à l'exécution de la résolution adoptée, le 14 octobre 1935 à Genève par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations sont abrogées à dater du 15 juillet 1936.

Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 juillet 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Léon BLUM.

Le ministre des affaires étrangères,
YVON DELBOS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Marc RUCART.

Le ministre de l'intérieur,
Roger SALENORO.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la partie I (pacte de la Société des nations) du traité signé à Versailles le 28 juin 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu le décret du 7 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 6 novembre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu l'article 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières;

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie nationale, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 7 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée, le 6 novembre 1935, par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations est abrogé à dater du 15 juillet 1936.

Seules les créances afférentes à des livraisons de marchandises dont l'importation a été ou sera effectuée avant le 15 juillet 1936 et dont l'échéance est antérieure à cette date, devront faire l'objet d'un versement à l'office de compensation de la chambre de commerce de Paris.

ART. 2. — Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie nationale, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 juillet 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Léon BLUM.

Le ministre des affaires étrangères,
YVON DELBOS.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

Le ministre de l'intérieur,
Roger SALENORO.

Le ministre de l'économie nationale,
Charles SPINASSE.

Le ministre du commerce,
Paul BASTID.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 16 de la partie I (pacte de la Société des nations) du traité signé à Versailles, le 28 janvier 1919;

Vu la loi du 12 octobre 1919 autorisant le président de la République à ratifier et à faire exécuter ledit traité;

Vu les deux décrets du 16 novembre 1935 relatifs à l'exécution des propositions nos 3 et 4, adoptées le 19 octobre 1935, par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu la proposition en date du 6 juillet 1936 du comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu le code des douanes et, notamment, les articles 17 et 26 de ce code;

Sur la proposition du président du conseil, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'économie nationale, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce, du ministre des finances, du ministre des travaux publics, du ministre des colonies et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions prévues par les deux décrets du 16 novembre 1935 relatifs à l'exécution des propositions nos 3 et 4, adoptées le 19 octobre 1935 par le comité de coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des Nations sont abrogées à dater du 15 juillet 1936.

Le président du conseil, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie nationale, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce, le ministre des finances, le ministre des travaux publics, le ministre des colonies et le ministre de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 juillet 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Léon BLUM.

Le ministre des affaires étrangères,
YVON DELBOS.

Le ministre de l'économie nationale,
Charles SPINASSE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Marc RUCART.

Le ministre de l'intérieur,
Roger SALENORO.

Le ministre du commerce,
Paul BASTID.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

Le ministre des travaux publics,
Albert BEDOUCÉ.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

RECTIFICATIF au journal officiel du 11 juillet 1936 : page 7268, 2^e colonne, à l'article 1^{er}, 2^e alinéa au lieu de : « seules les créances afférentes à des livraisons de marchandises », lire : « les créances afférentes à des livraisons de marchandises ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Virements de crédits

ARRETE N° 219 bis portant virements de crédits à l'intérieur de certains chapitres du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1935;

Sous réserve de ratification par le conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés à l'intérieur des chapitres ci-dessous désignés du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf exercice 1935, les virements suivants:

CHAPITRE PREMIER

DÉPENSES DU RÉSEAU FERRÉ (Personnel)

	à retrancher	à ajouter
ART. 1. — Services généraux	—	27.897,26
ART. 2. — Exploitation	51.640,16	—
ART. 3. — Voies et bâtiments	15.821,41	—
ART. 5. — Dépenses des exercices antérieurs	—	39.564,31
	67.461,57	67.461,57

CHAPITRE II

PERSONNEL AUXILIAIRE (Main-d'œuvre)

	à retrancher	à ajouter
ART. 1. — Services généraux	—	2.904,19
ART. 2. — Exploitation	—	1.582,58
ART. 3. — Voies et bâtiments	7.467,39	—
ART. 4. — Matériel et traction	—	2.980,62
	7.467,39	7.467,39

CHAPITRE III

MATÉRIEL

	à retrancher	à ajouter
ART. 1. — Services généraux	—	10.309,77
ART. 2. — Exploitation	10.395,68	—
ART. 5. — Dépenses des exercices antérieurs	—	85,91
	10.395,68	10.395,68

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 31 mai 1936.

BOURGINE.

Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 3 août 1936.

Régime pénitentiaire

ARRETE N° 276 portant modification à l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 portant réorganisation du régime pénitentiaire dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 15 septembre 1933 fixant le siège des prisons et déterminant l'affectation de certaines d'entre elles;

Vu l'arrêté du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du Territoire;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 48 et 49 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 48. — Il est institué une commission de surveillance qui a juridiction sur toutes les prisons du Territoire.

Elle est composée ainsi qu'il suit :

Le président du tribunal de première instance, président,

Le chef du service de santé ou son représentant,

Le chef du service des travaux publics ou son représentant,

Un administrateur des colonies désigné par le Commissaire de la République,

Le membre indigène titulaire du conseil d'administration ou en cas d'empêchement le membre suppléant.

En cas d'empêchement justifié d'un des membres il y est suppléé par décision du Commissaire de la République.

Art. 49. — La commission de surveillance se réunit sur convocation de son président. Elle doit inspecter ou faire inspecter par un ou plusieurs membres délégués et au moins une fois par an la prison de Lomé. L'inspection de toutes les autres prisons du Territoire est effectuée, également au moins une fois par an par un membre délégué de la commission.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes, émoluments, salaires, et rétributions

ARRETE N° 277 abrogeant pour compter du 20 juin 1936, l'arrêté 257 du 16 mai 1934 fixant les modalités d'application du prélèvement exceptionnel sur les traitements, soldes, émoluments, salaires et rétributions perçus par les fonctionnaires, agents ou auxiliaires imputés sur les divers budgets du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 20 juin 1936 apportant des aménagements aux décrets-lois pris en vertu des lois des 28 février 1934 et 8 juin 1935 qui instituent des prélèvements sur les traitements, salaires, indemnités et retraites des fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et des agents des services publics et concédés;

Vu le décret du 25 juin 1936 portant application de la loi du 20 juin 1936;

Vu le câblogramme ministériel circulaire 13 du 8 juillet 1936 soulignant qu'un décret du 7 juillet 1936 étend à tous

personnels coloniaux, locaux, communaux et autres les dispositions de la loi du 20 juin 1936;

Vu l'urgence;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure abrogé pour compter du 20 juin 1936, l'arrêté n° 257 du 16 mai 1934 portant augmentation du prélèvement sur les traitements du personnel des cadres locaux rétribués sur les divers budgets du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Inspection des produits

ARRETE N° 278 modifiant l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce du Togo et après consultation des conseils de notables de la commune mixte de Lomé et des subdivisions de Lomé, de Tsévié et d'Anécho;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 15 de l'arrêté 520 bis du 26 septembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 15. — Les noix de coco doivent :

a) Avoir été récoltées à maturité et en conséquence présenter un albumen entièrement concrété mais contenant encore un liquide résiduaire emplissant environ un tiers de la cavité;

b) Etre indemnes de toute fêlure;

c) N'avoir subi aucun commencement de germination;

d) Etre parfaitement sèches extérieurement;

e) Peser au minimum 400 grammes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Annulation de crédits

ARRETE N° 281 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1935 au budget local et au budget spécial sur fonds d'emprunt.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 274;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget local, exercice 1935, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1935 :

CHAPITRE I	76.993,85
— II	5.683,40
— III	24.039,89
— IV	279.288,63
— V	159.872,80
— VI	17.401,66
— VII	301.862,40
— VIII	389.248,—
— IX	85.170,—
— X	201.341,46
— XI	28.397,83
— XII	201.048,32
— XIII	916.745,88
— XIV	29.996,—
— XV	355.803,89
— XVI	3.000,—
— XVII	41.327,39
— XIX	409.030,70
	3.526.252,19

ART. 2. — Sont annulés au budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1935, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1936 :

CHAPITRE II	150.000,—
— XII	1.538,39
— XIII	799.431,88
	950.970,27

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

ARRETE N° 283 portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1935 au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et plus spécialement l'article 274 de ce décret;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement, un fonds de renouvellement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 200 du 10 septembre 1923 réglementant le fonctionnement du fonds de roulement du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, modifié par l'arrêté n° 229 du 29 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu l'arrêté n° 198 du 10 septembre 1923 réglementant le fonds de réserve du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1935, les crédits suivants restés sans emploi au 31 mai 1936 :

CHAPITRE I	102.412,68
— II	16.811,12
— III	152.231,03
— V	121.318,89
— VI	11.250,10
— VII	57.650,47
— VIII	29.289,53
— IX	17.317,63
— XI	10.000,—
— XII	9.685,—
— XIII	12.550,—
— XV	52.510,13
	593.026,58

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Remboursement des sommes indûment perçues

ARRETE N° 291 autorisant au profit de diverses maisons de commerce le remboursement des sommes indûment perçues au titre des droits d'importation de statistique, taxe sur le chiffre d'affaires et droits de wharfage.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire sur les produits de tout origine ou provenance;

Vu l'arrêté n° 336 du 23 juillet 1935 déterminant les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice et l'arrêté n° 337 du 23 juillet 1935 en fixant les taux;

Vu le télégramme lettre officiel du Commissaire de la République n° 65 du 25 janvier 1936 modifiant l'arrêté n° 672 du 31 décembre 1932 indiquant pour les arachides la taxation des droits de statistique à la tonne;

Vu les certificats de contre liquidation établis par le service des douanes;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit de la *Maison Eychenne* le remboursement de la somme globale de deux mille six cent soixante dix neuf francs (2.679 frs.) représentant :

1° — Trop perçu au titre de taxe de statistique, droit de wharfage, de taxe sur le chiffre d'affaires	2.658,—
2° — Remboursement timbres fiscaux	21,—
Total	2.679,—

ART. 2. — Est autorisé au profit de la *Maison John Holt et Company (Liverpool)* le remboursement de la somme globale de trois cent quatre vingt treize frs. (393 frs.) représentant :

1° — Trop perçu au titre de la taxe sur le chiffre d'affaires droits d'importation et de wharfage	384,—
2° — Remboursement timbres fiscaux	9,—
Total	393,—

ART. 3. — Est autorisé au profit de la *Société Générale du Golfe de Guinée* le remboursement de la somme globale de mille deux cent soixante quatorze francs (1.274 frs.) représentant :

1° — Trop perçu au titre de la taxe de statistique et sur le chiffre d'affaires	1.268,—
2° — Remboursement timbre fiscal	6,—
Total	1.274,—

ART. 4. — Est autorisé le remboursement à la *Compagnie Française de l'Afrique Occidentale* de la somme globale de cent soixante huit francs soixante centimes (168 f, 60) représentant :

1° — Trop perçu au titre des droits d'importation	165,60
2° — Remboursement timbre fiscal	3,—
Total	168,60

ART. 5. — Est autorisé le remboursement à la *Société Anonyme G. B. Ollivant* de la somme globale de mille sept cent francs quatre vingt huit centimes (1.700 f, 88) représentant :

1° — Trop perçu au titre des droits d'importation et taxe pour le compte de la chambre de commerce	1.694,88
2° — Remboursement timbres fiscaux	6,—
Total	1.700,88

ART. 6. — Est autorisé le remboursement à la *Société Africaine Financière et Agricole* de la somme globale de cent vingt sept francs (127 frs.) représentant :

1° — Trop perçu au titre des droits de wharfage	124,—
2° — Remboursement timbre fiscal	3,—
Total	127,—

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Postes récepteurs de radio-diffusion

ARRETE N° 292 fixant les obligations des commerçants ou revendeurs de matériel radioélectrique relatives à la déclaration des postes récepteurs de radiodiffusion privés vendus à la clientèle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1925 promulguant dans le territoire du Togo :

1 — le décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de paix et temps de guerre des stations radioélectriques en France, en Algérie et aux colonies;

2 — le décret du 31 juillet 1925 relatif à l'emploi des transmissions radioélectriques en temps de paix par les navires de guerre et les aéronefs (navires de guerre et aéronefs militaires français exceptés) dans les ports et les eaux territoriales de la France ou relevant de la France, ainsi qu'au-dessus de ces ports et de ces eaux;

Vu le décret du 24 novembre 1923, relatif à l'établissement et à l'utilisation des stations radioélectriques privées;

Vu l'arrêté n° 375 du 16 septembre 1926 réglant les conditions d'installation et de fonctionnement des postes radioélectriques de réception privés;

Vu l'arrêté n° 378 du 16 septembre 1926 portant organisation du service radioélectrique au Togo;

Vu l'arrêté n° 56 du 28 janvier 1930 portant réglementation des postes privés radioélectriques et des stations émettrices de radiodiffusion et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Sur la proposition de l'administrateur supérieur du Togo;
Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les commerçants ou revendeurs en matériel radioélectrique en résidence au Togo sont tenus de faire remplir par tout acheteur non revendeur d'un appareil récepteur, habitant et résidant au Togo, une déclaration du modèle prescrit par l'arrêté n° 56 du 28 janvier 1930 susvisé. Ces déclarations seront adressées ensuite par les commerçants ou revendeurs au service de la sûreté, qui les fera suivre au service radioélectrique, après visa.

ART. 2. — Les commerçants ou revendeurs en matériel radioélectrique seront tenus d'ouvrir un carnet spécial des ventes à souches dont le feuillet détachable sera joint à la déclaration de l'acheteur.

Les pages de ce carnet (souche et feuillet) seront soigneusement numérotées. Ces carnets devront être conservés pendant un délai de 3 ans, à compter du 1^{er} juillet de l'année durant laquelle ils ont été commencés.

ART. 3. — Les ventes comportant un ensemble de pièces détachées, susceptibles de permettre le montage et l'utilisation d'un poste seront inscrites sur ce carnet spécial dans les mêmes conditions que les postes complets et les acheteurs tenus de remplir la même déclaration.

ART. 4. — En cas d'inobservation de ces principes, ils seront soumis aux mêmes peines que celles dont sont passibles les acheteurs pour défaut de déclaration, et prévues par l'article 3 de l'arrêté n° 65 du 28 janvier 1930.

ART. 5. — Les acheteurs, revendant leurs appareils récepteurs à toute autre personne, habitant et résidant au Togo, seront considérés comme revendeurs, et soumis aux obligations édictées aux articles 1 et 3.

ART. 6. — Le chef de la sûreté et le chef des stations radioélectriques sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel du Togo.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Côtes irrécouvrables

ARRETE N° 293 portant admission en non-valeur de côtes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1935.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'état de côte irrécouvrable présenté par le chef du bureau des finances;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admises en non-valeur les côtes irrécouvrables des contributions directes de l'exercice 1935 ci-après désignées.

Agence de Palimé :

M. PIQUELIN — Impôt personnel et taxe additionnelle	274,50
Rachat de prestations	60,—
Taxe d'hygiène	70,—
Total	304,50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Prime de transport pour les produits oléagineux

ARRETE N° 294 accordant une prime de transport pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du Territoire jusqu'à Blittah.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 467 bis du 14 octobre 1935 accordant une prime de transport pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du Territoire jusqu'à Blittah;

Vu la décision n° 151 du 13 novembre 1935 fixant les modalités d'application de la prime de transport en faveur des produits oléagineux;

Vu la loi du 6 août 1935 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé pour les produits oléagineux transportés par véhicules automobiles du nord du Territoire jusqu'à Blittah, point terminus de la ligne du centre, une prime de transport fixée comme suit :

Produits contrôlés au départ de Mango : cent francs par tonne.

Produits contrôlés au départ de Bassari : vingt cinq francs par tonne.

Produits contrôlés au départ de Lama-Kara : soixante francs par tonne.

Produits contrôlés au départ de Sokodé : quinze francs par tonne.

Toutefois, le taux de cette prime est réduit de 50% pour les produits transportés en coques ou en amandes.

ART. 2. — Sauf autorisation spéciale du commandant de cercle, qui doit être notifiée à l'administrateur supérieur, il est interdit de transporter des produits oléagineux dans le sens de la montée.

Toute infraction à cette prescription entraîne pour la firme responsable, pour une durée de six mois, tout droit au bénéfice de la prime.

La même sanction s'appliquera à toute tentative de fraude concernant la certification d'origine, les quantités certifiées.

ART. 3. — Des décisions de l'administrateur supérieur fixeront les modalités d'application du présent arrêté.

ART. 4. — Sont abrogés l'arrêté n° 467 bis du 14 octobre 1935 et la décision 151 A. S. du 13 novembre 1935.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Camp pénal

ARRETE N° 295 créant un camp pénal dans le cercle du nord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 488 du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, ensemble les arrêtés des 15 septembre 1933, 28 mars 1934, 21 avril 1934, 26 juillet 1934, et 12 février 1936 qui l'ont modifié ou complété;

Sur la proposition du commandant du cercle du nord;

Après avis du chef du service des travaux publics et de la commission de surveillance des prisons;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'exécution et pendant la durée de travaux urgents et d'intérêt social et économique il est créé dans le cercle du nord un camp pénal au lieu dit du « Malfacassa ».

ART. 2. — L'effectif maximum de ce camp, prélevé sur celui des prisons de Sokodé et de Mango, est fixé à soixante dix prisonniers.

ART. 3. — La direction et l'administration de ce camp seront assurées, sous le contrôle du commandant de cercle, par le chef de chantier européen chargé de l'exécution des travaux.

Cet agent aura, en outre, le commandement du détachement des gardes, et assumera, à l'égard des prisonniers, les fonctions de « surveillant-chef », sauf en ce qui concerne les écritures prévues au paragraphe 4 de l'article 6 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933, qui continueront à être tenues par les surveillants-chefs des prisons de Sokodé et de Mango.

ART. 4. — Un règlement intérieur établi par l'administrateur supérieur, approuvé par le Commissaire de la République fixera les détails de l'organisation du camp notamment la surveillance, le campement, la nourriture, les soins médicaux et l'emploi du temps des prisonniers.

ART. 5. — L'administrateur supérieur, le commandant de cercle du nord, les chefs des services de santé, des travaux publics sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Fonds spécial de prévoyance

DECISION N° 271 fixant le montant du versement à opérer à la clôture de l'exercice 1935 au compte de trésorerie « fonds spécial de prévoyance ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques, promulgué au Togo par arrêté n° 320 du 19 juillet 1935;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance, promulgué au Togo par arrêté n° 374 du 21 août 1935;

Vu le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application du prélèvement de 10% sur les dépenses publiques, promulgué au Togo par arrêté n° 378 du 21 août 1935;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à la somme de deux cent trente mille francs (230.000 frs.) le montant du versement à effectuer à la clôture de l'exercice 1935 du compte d'emploi des économies résultant du décret du 16 juillet 1935 au « fonds spécial de prévoyance ».

Cette somme est, conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 2 du décret du 25 juillet 1935, légèrement supérieur au 1/3 du produit des économies réalisées sur le budget du Togo pour le même exercice savoir : 682.840 frs. 48.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 juillet 1936.

BOURGINE.

Valeurs des index

DECISION N° 274 fixant les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2^e semestre 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo d'une distribution publique d'énergie électrique annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu la proposition en date du 3 juillet 1936 de la Société concessionnaire;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le deuxième semestre 1936 :

Co :	1.175,1919
Cl :	762,566
Mo :	1,724
Ml :	1,2724
lo :	387,50
li :	335,50

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le deuxième semestre 1936, sont ainsi déterminés :

1 ^o — Pour Lomé	prix du K. W. H. Lumière : 3 f,86
	prix du K. W. H. Force : 3 f,04
2 ^o — Pour Aného	prix du K. W. H. Lumière : 4 f,26
	prix du K. W. H. Force : 3 f,45

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 27 juillet 1936.

BOURGINE.

DECISION N° 284 chargeant M. l'administrateur en chef MARTINET, administrateur supérieur du Togo de l'expédition des affaires courantes et urgentes pendant l'absence du Commissaire de la République.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 février 1928 déterminant les conditions dans lesquelles sont exercées aux colonies les fonctions intérieures de gouverneur général, gouverneur et de résident supérieur;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — M. MARTINET, administrateur en chef des colonies administrateur supérieur du Togo, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du Territoire pour compter du jour où le Commissaire de la République quittera Lomé se rendant dans le nord Togo jusqu'au jour de son retour à Porto-Novo.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 août 1936.

BOURGINE.

Société sportive.

ARRETE N° 300 autorisant la constitution d'une société sportive dite « Togo Européen Club ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les articles 291 à 294 du code pénal;

Vu la demande en date du 18 juillet 1936 du capitaine d'administration Boutaud, et les statuts y annexés;

Vu l'avis du chef du service de l'éducation physique et des sports;

Vu l'avis de l'administrateur supérieur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée : « Togo Européen Club ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 août 1936.

BOURGINE.

Société sportive

ARRETE N° 301 autorisant la constitution d'une société sportive dite « l'Amicale ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les articles 291 à 294 du code pénal;

Vu la demande en date du 18 juillet 1936 de M. JOHNSON Romuald, instituteur, et les statuts y annexés;

Vu l'avis du chef du service de l'éducation physique et des sports;

Vu l'avis de l'administrateur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France d'une société sportive dénommée « l'Amicale ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 août 1936.

BOURGINE.

Création d'une association

ARRETE N° 302 autorisant la création d'une association dénommée « Cercle des Amitiés Françaises ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les articles 291 à 294 du code pénal;

Vu la demande formulée en date du 28 juillet 1936 par M.M. DEMONIO, GBEDEV, R. JOHNSON, SAVI de TOVÉ, VERNANCE et VITINI;

Vu l'avis de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé;

Vu l'avis de l'administrateur supérieur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création à Lomé d'une association qui prend le nom de « Cercle des Amitiés Françaises ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 août 1936.

BOURGINE.

Passeport sanitaire

ARRETE N° 305 abrogeant l'arrêté n° 268 du 13 juillet 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 268 du 13 juillet 1936 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance de la Gold-Coast;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas de fièvre jaune n'ayant été signalé en Gold-Coast depuis le 13 juillet

1936, l'arrêté n° 268 susvisé est abrogé à la date du 5 août 1936.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef des services des douanes et les administrateurs commandant les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 10 août 1936.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

30 juillet 1936. — M. BARBERO, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, précédemment en service à la subdivision de Mango, est nommé adjoint au commandant du cercle du nord et chef de la subdivision de Sokodé, en remplacement de M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies en instance de départ en congé et en attendant l'arrivée d'un adjoint au commandant de cercle.

6 août 1936. — Les fonctionnaires attendus à Lomé le 8 août 1936 par paquebot *Asie*, reçoivent les affectations suivantes :

M. GAUDONVILLE, adjoint principal de 1^{re} classe des services civils au Togo est mis à la disposition du commandant du cercle du nord, en qualité d'agent spécial en remplacement de l'adjoint de 1^{re} classe des services civils DANTEC en instance de rapatriement.

M. PALLARES, instituteur de 1^{re} classe est nommé adjoint au chef du secteur scolaire de Lomé.

M. MANCION, ingénieur de 3^e classe du cadre général de l'agriculture est nommé chef de la 3^e circonscription et chef de circonscription du coton.

M. ARTAXE, ouvrier d'art des chemins de fer de l'A. O. F. est mis à la disposition du chef des services du réseau Bénin-Niger.

M. JESTIN, sergent de l'infanterie coloniale est mis à la disposition du commandant des forces de police du Togo.

Nominations

Par décisions des :

27 juillet 1936. — M. DE GUISE, adjoint des services civils remplira cumulativement avec ses fonctions d'agent spécial, celles de commissaire de police et surveillant-chef de la prison d'Anécho, en remplacement de M. MENEAU, adjoint de 2^e classe des services civils rapatrié.

29 juillet 1936. — M. DURAND Saint-Omer, greffier en chef p. i. du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est désigné comme billeteur pour assurer le paiement de la solde du personnel européen et indigène dudit tribunal en remplacement de M. PATRAULT titulaire d'un congé administratif.

2 août 1936. — M. DEMONIO, administrateur-adjoint des colonies, est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire archiviste ad hoc du conseil d'administration du Togo pour la séance du 3 août 1936.

Assesseur tribunal criminel

Par arrêté en date du :

10 août 1936. — M. le médecin-capitaine des troupes coloniales BASILE-CASTAREDE est nommé assesseur européen, pour l'année 1936, près le tribunal criminel du cercle du centre, en remplacement de M. le médecin-capitaine SEGALIN, rapatrié.

M. BASILE-CASTAREDE prend rang à la suite de M. THOMAS sur la liste des assesseurs européens établie par arrêté du 4 février 1936.

Congés — Passages

Par décisions des :

29 juillet 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Altkirch (Haut Rhin), est accordé à M. CORROT Raymond, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, qui compte 24 mois et 6 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en première classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Asie*, attendu à Lomé vers le 21 août 1936.

7 août 1936. — Une réquisition de passage de retour par anticipation de Lomé à Marseille, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le paquebot *Canada*, attendu à Lomé vers le 17 août 1936 est accordée à madame TOUZIN ainsi qu'à son enfant âgé de 7 mois, famille d'un médecin lieutenant des troupes coloniales, se rendant à Charroux (Vienne).

Félicitations officielles

Par décision du :

24 juillet 1936. — Des félicitations officielles sont accordées à M. M. :

DÉSIRÉ, sergent-chef de l'infanterie coloniale, commandant du dépôt des gardes de Lomé. Depuis 1932, moniteur-chef des écoles de Lomé (1.700 enfants) et secrétaire du service des sports. Comme tel, n'a cessé de s'employer au développement de l'éducation physique et des sports, et dans sa sphère a eu une influence non négligeable sur la formation aussi bien morale que physique des enfants — Moniteur breveté de Joinville, il a été un collaborateur précieux pour le chef de service, notamment pendant les stages annuels d'éducation physique institués pour les instituteurs et moniteurs indigènes. Le travail fourni par ce modeste et dévoué sous-officier est ressorti au cours de fêtes sportives, le succès de la dernière, celle du 14 juillet 1936 lui revient en grande partie.

WALTER, sergent de l'infanterie coloniale, en service à la compagnie de milice. A contribué à la réorganisation de la compagnie de milice, et créé le poste de milice d'Anécho. Depuis juillet 1934 à Lomé, il a été le plus précieux auxiliaire, soit au point de vue purement militaire pour l'instruction de la troupe, soit au point de vue éducation physique comme moniteur-adjoint du service de l'éducation physique pour les stages annuels d'éducation physique et l'école européenne de Lomé.

Enfin, habile à tous les travaux manuels, il a été l'artisan qui a permis de faire du camp de milice de Lomé, un camp modèle.

Gratification

Par arrêté du :

23 juillet 1936. — Conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 mai 1930, une gratification forfaitaire de 12.512 francs une fois payée est accordée pour l'année 1935 à monsieur LESCANNE, ingénieur principal des travaux publics des colonies qui a exercé les fonctions du chef du service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo du 1^{er} janvier au 31 décembre 1935.

Cette dépense étant imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

PERSONNEL INDIGÈNE

Affectations

Par décision du :

10 août 1936. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe TEVI Marie, précédemment en service à la maternité de Lomé, est affectée à la maternité d'Anécho, en remplacement de la sage-femme auxiliaire de 3^e classe AKOURE Paula, titulaire d'un congé spécial de maternité.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe BOEHM Hannie, en service à la maternité de Sokodé est affectée à la maternité de Lomé, en remplacement de la sage-femme auxiliaire de 3^e classe TEVI Marie.

Constataction passage automatique

Par décision du :

29 juillet 1936. — Est constaté, pour compter du 1^{er} juillet 1936, le passage à l'échelon supérieur de solde de M. AQUEBUBU Samuel, instituteur auxiliaire de 1^{er} échelon (7.950) qui passe instituteur 2^e échelon (9.000 francs).

Congés

Par décisions des :

29 juillet 1936. — Une prolongation de congé, pour maladie, de 3 mois, à demi-solde, et pour compter du 9 juillet 1936, est accordée à l'aide-médecin de 3^e classe FOLLY Martin.

31 juillet 1936. — Est accordé, avec traitement, un congé de 30 jours, du 17 août au 17 septembre 1936 inclus, au commis d'administration de 6^e classe KUADJOVICH A. Cadmus en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

6 août 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, valable du 17 août au 15 septembre 1936 inclus au commis d'administration de 8^e classe QUEVISON Charles, en service au bureau des finances, pour en jouir à Anécho.

30 jours, valable du 17 août au 15 septembre 1936 inclus, à l'infirmier de 4^e classe DEKPOU Conrad, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Territoire.

15 jours, valable du 24 août au 7 septembre 1936 inclus, au garde frontière de 1^{re} classe ALBERT AJAVON, en service au poste d'Aflao, pour en jouir à Anécho.

30 jours, valable du 1^{er} au 30 septembre 1936 inclus au commis d'administration de 7^e classe ZAMBA François,

en service au bureau des finances, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Les commis d'administration QUEVISON Charles et ZAMBA François auront droit au transport pour eux et leurs familles, le premier de Lomé à Anécho, le deuxième de Lomé à Ouidah et retour.

Congé spécial de maternité

Par décision du :

10 août 1936. — Un congé spécial de maternité de deux mois, pour en jouir au Territoire, valable un mois avant l'accouchement et un mois après l'accouchement est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe AKOURE Paula, en service à la maternité d'Anécho.

Permissions

Par décisions des :

29 juillet 1936. — Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 29 juillet au 5 août 1936 inclus, est accordée à l'aide-médecin de 4^e classe VIVODI Hermann, en service à l'hôpital de Lomé.

31 juillet 1936. — Une permission de 4 jours, avec solde, valable du 3 au 6 août 1936 inclus, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe Marie TEVI, en service au cercle du sud, (subdivision sanitaire d'Anécho), pour se rendre à Cotonou (Dahomey).

3 août 1936. — Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 4 au 11 août 1936 inclus, est accordée au commis d'administration de 7^e classe MESSAN Laurent, en service au bureau des finances, pour se rendre à Grand-Popo (Dahomey).

Punitions

Par décisions des :

28 juillet 1936. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 3^e classe LAURENCE CONJO, en service au cercle du centre (subdivision de Palimé), pour mauvaise volonté dans son service.

30 juillet 1936. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 3^e classe NICOLAS SEWAVI, en service au cercle du sud, pour paresse et négligences répétées dans son service.

Indemnité de bicyclette

Par décision du :

10 août 1936. — Le surveillant de routes ZAKARY Looky, en service à la subdivision de Lama-Kara (cercle du nord), est autorisé à utiliser sa bicyclette pour les besoins du service.

Il aura droit au remboursement des dépenses afférentes à cette utilisation dans les conditions fixées par l'arrêté n° 542 du 28 novembre 1935.

Fixation salaire

Par décision du :

5 août 1936. — Le salaire mensuel de l'aide-infirmier vaccinateur DOMINGO Victor, en service au cercle du nord (subdivision de Mango), est fixé à cent vingt cinq francs (125 frs.) pour compter du 1^{er} août 1936.

Licenciement et affectation

Par décision du :

6 août 1936. — Est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} septembre 1936 le conducteur d'automobiles auxiliaire KOFFI François ASSHANTY, en service au cercle du nord (subdivision de Bassari), pour inaptitude professionnelle.

Le conducteur d'automobiles auxiliaire KRONOFAISOU Etienne est affecté à la subdivision de Bassari, en remplacement du conducteur auxiliaire KOFFI François ASSHANTY, licencié.

FORCES DE POLICE**1^{re} — Compagnie de milice :****Permission**

Par décision du :

1^{er} août 1936. — Est annulée la permission de 30 jours accordée par décision n° 98 du 18 juillet 1936, au milicien de 2^e classe GUIDOTE, Mle M/351 A.D. de la 4^e section de milice Anécho.

Mutations

a) — Sont affectés provisoirement à la P. C. Lomé, pour suivre les cours des pelotons 1 et 2, les miliciens dont les noms suivent, de la 4^e section de milice Anécho :

TIAMA, caporal, N° Mle M/155 A.T.

MAHINOÛ, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/325 A.D.

MATHIAS, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/234 B.T.

Sébastien T. ALIHONOU, milicien 2^e classe, N° Mle M/427 A.D.

b) — Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice, pour compter du 1^{er} août 1936, les miliciens dont les noms suivent :

OUSSAINI, milicien de 1^{re} classe, Mle M/339 A.S. de la P. C. Lomé.

BAOUA, milicien de 2^e classe, Mle M/350 A.S. de la P. C. Lomé.

YAGUEDA, stagiaire catégorie B., Mle M/441 B.T. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :**Permissions**

a) — Une permission de 30 jours avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité de transport pour eux et leurs familles, est accordée pour compter du 1^{er} août 1936, à chacun des gardes dont les noms suivent :

ALAOUA, garde de 1^{re} classe, Mle 625, du peloton du sud (subdivision d'Anécho), pour en jouir à Ténéga (Sokodé).

TIEKOURA ALIASSÈM, garde de 2^e classe, Mle 741, du peloton du nord (subdivision de Sokodé), pour en jouir à Koédia (Sokodé).

b) — Une permission de 45 jours à demi-solde, délais de route non compris et sans la gratuité de transport, est accordée pour compter du 1^{er} août 1936, au brigadier de 2^e classe, OROA, Mle 949, du détachement de police Lomé, pour en jouir à Lamba (cercle du nord).

Mutations

a) — Sont admis dans la garde indigène, comme gardes de 2^e classe, conformément aux dispositions de

l'article 4 de l'arrêté n° 467 du 15 août 1933, à compter du 1^{er} août 1936, les ex-miliciens dont les noms suivent :

OUSSAINI, garde 2^e classe, Mle 1069, ex-milicien 1^{re} classe de la P. C. Lomé.

BAOUA, garde 2^e classe, Mle 1070, ex-milicien 2^e classe de la P. C. Lomé.

YAGUEDA, garde 2^e classe, Mle 1071, ex-stagiaire B. de la P. C. Lomé.

Ces gardes sont affectés le dit jour au peloton de dépôt.

b) — Sont désignés comme gardes forestiers à compter du 1^{er} août 1936, les gardes dont les noms suivent, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé) :

DADJO, brigadier de 2^e classe, Mle 357,

GOMA, garde de 2^e classe, Mle 996,

OUARON DOU, garde de 2^e classe, Mle 655,

ZINSOU, garde de 2^e classe, Mle 987,

en remplacement des gardes AITONGNON — ABINATA — NANA et RABO DIATÈMA, désignés par décision n° 92 du 2 septembre 1935.

1^{re} — Compagnie de milice :**Rengagements**

Par décision du :

18 juillet 1936. — Sont rengagés pour 3 ans à compter du :

1^{er} août 1936. — TCHAPO, sergent, N° Mle M/71/B.T., de la P.C. Lomé.

DJOMA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/74/B.T. de la P.C. Lomé.

TIAMA, caporal, N° Mle M/155/A.T. de la 4^e section milice Anécho.

15 août 1936. — DJAMEDJA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/141/A.T. de la P.C. Lomé.

17 août 1936. — KONDO SABALÉ, sergent, N° Mle M/158/A.T. de la P.C. Lomé.

Permissions

a) Une permission de 45 jours à compter du 16 juillet 1936 avec solde d'absence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au milicien de 2^e classe ZIEBROU, N° Mle M/280/A.C. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir au village de Lagou — canton de Garango (cercle de Tenkodogo — Côte d'Ivoire).

b) Une permission de 30 jours, avec solde de présence, à compter du 1^{er} août 1936, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

BELOUA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/317/B.T. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Kpéssaré (subdivision de Lama-Kara, cercle du nord).

GUIDOTE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/351/A.D. de la 4^e section de milice Anécho, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Mutations

Sont admis à passer dans la garde indigène et rayés des contrôles de la compagnie de milice à compter du 1^{er} août 1936, les miliciens dont les noms suivent :

MISSITI, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/68/B.T. de la P.C. Lomé.

BANTIA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/369/B.T. de la P.C. Lomé.

2° — Garde indigène :**Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du 1^{er} août 1936 :
NAGOU LAMBONI, garde de 2^e classe, N° Mle 924, du détachement de police Lomé.

HOUNKANGNIN L. David, garde de 2^e classe, N° Mle 1044, du détachement de police Lomé.

Mutations

Sont admis dans la garde indigène, comme gardes de 2^e classe à compter du 1^{er} août 1936, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté N° 467 du 15 août 1933, les ex-miliciens dont les noms suivent :

MISSITI, garde 2^e classe, N° Mle 1067, ex-milicien de 1^{re} classe de la P.C. Lomé.

BANTIA, garde 2^e classe, N° Mle 1068, ex-milicien de 2^e classe de la P.C. Lomé.

Affectations

a) Est annulée l'affectation au peloton du nord (subdivision Sokodé) à compter du 1^{er} juillet 1936, du garde de 1^{re} classe BALLO, N° Mle 289, prononcée par décision N° 93 du 1^{er} juillet 1936.

Le garde BALLO reste affecté au peloton de dépôt (Lomé).

b) Le garde de 2^e classe GADO, N° Mle 1056, du peloton de dépôt (Lomé) est affecté au peloton du nord (subdivision Sokodé) pour compter du 1^{er} juillet 1936.

c) Sont affectés à compter du 1^{er} août 1936 :

Au peloton du nord (subdivision de Sokodé) :

DIONI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 978, du peloton de dépôt (Lomé).

BANTIA, garde de 2^e classe (clairon), N° Mle 1068, ex-milicien de 2^e classe de la P.C. Lomé.

Au peloton du nord (subdivision de Mango) :

TCHOUKA KABRÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 51, du peloton du sud (subdivision Anécho).

YOTA, garde 2^e classe, N° Mle 626, du peloton de dépôt (Lomé).

MISSITI, garde 2^e classe, N° Mle 1067, ex-milicien 1^{re} classe de la P.C. Lomé.

Au peloton du sud (subdivision Anécho) :

Martin HOUNDOJO, garde de 2^e classe, N° Mle 885, du peloton de dépôt Lomé.

DA SILVA Paul, garde de 2^e classe, N° Mle 905, du peloton de dépôt (Lomé).

Au peloton de dépôt (Lomé) :

TOATA, garde 2^e classe, N° Mle 512, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

TIEKOURA ALIASSEM, garde 2^e classe, N° Mle 741, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

BABA KÉITA, garde 2^e classe, N° Mle 982, du peloton du nord (subdivision de Mango).

AMADOU, garde 2^e classe, N° Mle 984, du peloton du nord (subdivision de Mango).

DABRE, garde 2^e classe, N° Mle 1006, du peloton du nord (subdivision de Mango).

1° — Compagnie de milice :**Licenciement**

Est licencié à compter du 1^{er} août 1936, pour fin de contrat, le milicien de 1^{re} classe stagiaire ALASSANE MAÏGA, Mle M/446 A.S., de la 4^e section de milice Anécho.

La gratuité de transport est accordée à l'intéressé jusqu'à la limite du Togo.

Agrément de stagiaires

Sont agréés comme stagiaires de la catégorie B., à compter du 1^{er} août 1936 et affectés ledit jour à la P. C. Lomé :

ISSAKA MOSSI,

KOTO,

AMIDOU.

2° — Garde indigène :**Radiation**

Est rayé des contrôles de la garde indigène, le garde de 2^e classe GNASSOUNOU, Mle 1046, du peloton du sud (subdivision d'Anécho), décédé le 5 juillet 1936.

Gratification

Est accordée une gratification de cinquante francs (50 frs.) au garde de 1^{re} classe AOUSSOU DJOBO, Mle 948, du peloton du nord (subdivision de Sokodé).

La dépense sera supportée par le chapitre IV, article 11, paragraphe 2, (forces de police — Garde indigène).

INDEMNITÉS

Par arrêté du :

3 août 1936. — Sont attribuées à titre de dédommagement les sommes suivantes aux indigènes ci-après désignés dont les cases ont dû être démolies pour permettre l'aménagement du marché de Mango :

SALO	125 francs
YADJA	1.175 —
KOMLAN	625 —
TOTODJI	100 —
OUNOUMANI	375 —
YABA	100 —
FIABO	1.500 —

TOTAL 4.000 francs

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XVII, article 2 — Dépenses imprévues, (budget local — Exercice 1936).

FRAIS DE TRANSPORT ET D'ENTRETIEN

Par décision du :

29 juillet 1936. — Sont mis à la charge du Territoire les frais de transport, de traitement et d'entretien de la nommée D'ALMEIDA AYABA, originaire de Lomé, évacuée sur le centre antirabique d'Accra (Gold-Coast).

La dépense correspondante sera imputée au budget local du Togo — Exercice 1936 — Chapitre XVII, article 2 — paragraphe 1.

INTERDICTION DE SÉJOUR

Par arrêté du :

7 août 1936. — Le séjour du cercle du sud est interdit pour une durée d'une année, à compter de la date de sa libération, au nommé MAGLO Simon, condamné à un mois de prison et à un an d'interdiction de séjour le 23 juillet 1936 par le tribunal du premier degré de Lomé.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

COMMISSION

Par décision du :

6 août 1936. — Le conseil de classement prévu à l'arrêté 6 du décret du 29 décembre 1917 pour l'établissement des propositions d'avancement du personnel métropolitain des postes et télégraphes en service aux colonies, est composé comme suit en vue de dresser les tableaux d'avancement de ce personnel pour l'année 1937 :

M. M. MAHOUX, administrateur en chef des colonies	<i>Président</i>
SANSON, administrateur-adjoint des colonies,	
DEMONIO, administrateur-adjoint des colonies.	
LAUQUÉ, adjoint principal des services civils du Togo,	
MAUGIS, adjoint des services civils du Togo	<i>Secrétaire</i>

Membres à défaut de fonctionnaires du service métropolitain des P.T.T.

Le conseil se réunira à Lomé, avant le dix août 1936, sur la convocation de son président; il sera dressé en fin de séance, un procès-verbal de ses opérations.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Par arrêté du :

10 août 1936. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

MESSAN, né à Atitogon (cercle du sud), condamné à 3 ans de prison et 25 francs de frais de justice, par jugement du 11 juin 1934 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

MISSIGNAHOVA dit MISSINIHOVA ALI, né à Kano (Nigéria), condamné à 4 ans de prison et 100 francs de frais de justice, par jugement du 29 avril 1933 du tribunal de cercle de Lomé.

DOUADJI MIGBEDEMAWO, né à Afouin (cercle du sud), condamné à 5 ans de prison, 600 francs de dommages-intérêts et 100 francs de frais de justice, par jugement du 29 mai 1933 du tribunal de cercle de Lomé.

Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus dont les noms suivent :

KOMLAN KOMBANA, né à Olatché-Akposso (cercle du centre), condamné à 18 mois de prison par jugement du 19 mars 1935 du tribunal de 1^{er} degré de Klouto.

Joshua James AKO, né à Anécho (cercle du sud), condamné à 5 ans de prison par jugement du 5 octobre 1932 du tribunal de subdivision de Klouto.

ATAKORA, né à Boni, condamné à 8 ans de travaux forcés par jugement du 8 décembre 1928 du tribunal de cercle de Mango.

PANGALA, né à Tchapeva (cercle du nord), condamné à 15 ans de travaux forcés par jugement du 27 février 1926 du tribunal de cercle de Sokodé.

MAHOUESSOUNON, né à Ban (cercle du nord), condamné à 5 ans de réclusion par jugement du 6 février 1932 du tribunal de cercle de Sokodé.

TCHIAO, né à Kiondè (cercle du nord), condamné à 20 ans de travaux forcés par jugement du 24 novembre 1923 du tribunal de cercle de Sokodé.

AYITE dit AZIAMAFI, né à Agomé-Glozou (cercle du sud), condamné à 1 an de prison par jugement du 3 février 1936 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

AGBE, né à Djandé (cercle du nord), condamné à 15 ans de travaux forcés par jugement du 28 novembre 1924 du tribunal de cercle de Sokodé.

N'DELEGAN, né à Guérin-Kouka (cercle du nord), condamné à 5 ans de réclusion par jugement du 14 août 1932 du tribunal de cercle de Sokodé.

TOUMA, né à Kidjaboun (cercle du nord), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 14 mars 1927 du tribunal de cercle de Sokodé.

MAYOURI, né à Kidjaboun (cercle du nord), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 14 mars 1927 du tribunal de cercle de Sokodé.

KAMBA, né à Kidjaboun (cercle du nord), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 14 mars 1927 du tribunal de cercle de Sokodé.

OUASSO, né à Nabadjodo (cercle du nord), condamné à 15 ans de travaux forcés par jugement du 27 février 1926 du tribunal de cercle de Sokodé.

ASSIBITY AMADOU dit MOSSI, né à Mango (cercle du nord), condamné à 3 ans de prison par jugement du 16 août 1934 du tribunal de 1^{er} degré de Mango.

KODJO, né à Boungaré (cercle du nord), condamné à 8 ans de travaux forcés par jugement du 29 mars 1929 du tribunal de cercle de Mango.

KESSA BÉDORÉ, né à Mandouri (cercle du nord), condamné à 5 ans de prison par jugement du 13 juin 1932 du tribunal de cercle de Mango.

LÉO VOSSA AKAKPO, né à Togoville (cercle du sud), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 30 juillet 1930 du tribunal de cercle d'Anécho.

AKOVI Ludwig, TERTEH, KPORI James dit FINON, né à Porto-Ségué (cercle du sud), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 30 juillet 1930 du tribunal de cercle d'Anécho.

KOUASSI Paul Assouvi, né à Togoville (cercle du sud), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 30 juillet 1930 du tribunal de cercle d'Anécho.

KOUETE GAGNON, né à Anfouin (cercle du sud), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 30 juillet 1930 du tribunal de cercle d'Anécho.

COMLAN DAKPO, né à Viépé (Gold Coast), condamné à 10 ans de réclusion par jugement du 23 octobre 1926 du tribunal de cercle de Lomé.

AMOUZOU dit DJAGLI, né à Togoville (cercle du sud), condamné à 2 ans de prison et 1.500 francs de dommages-intérêts par jugement du 3 juin 1935 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

YAONI Augustin GONÇALVES, né à Agoué (Dahomey), condamné à 3 ans de prison et 105 frs. 75 de dommages-intérêts par jugement du 13 août 1934 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

FOLIKPO Epiphane KOUASSI, né à Agou-Kébu-Toe (cercle du centre), condamné à 5 ans de travaux forcés et restitution de 20.216 frs., 95 à l'administration du

chemin de fer, par jugement du 5 décembre 1931 du tribunal de cercle de Lomé.

ASHERE dit AHIAYE, né à Mission-Tové (cercle du sud), condamné à 20 ans de prison par jugement du 20 février 1923 du tribunal de cercle de Lomé.

BASSAROU, né à Sokoto (Nigeria), condamné à 3 ans de prison par jugement du 8 octobre 1934 du tribunal de 1^{er} degré d'Anécho.

D'ALMEIDA Basile, né à Ouidah (Dahomey), condamné à 10 ans de travaux forcés par jugement du 27 septembre 1930 du tribunal de cercle d'Anécho.

COMLAN Théodore, né à Agou-Koumahou (cercle du centre), condamné à 3 ans de prison par arrêt de la cour d'assises du 28 janvier 1935.

ADETEMON Ferdinand, né à Ekpoui (cercle du sud), condamné à 2 ans de prison et 1.500 francs de dommages-intérêts par jugement du 3 juin 1935 du tribunal de 1^{er} degré de Lomé.

GAHON dit GAVON, né à Agouévé (cercle du sud), condamné à 7 ans de réclusion par jugement du 6 janvier 1931 du tribunal d'appel et d'homologation.

MOUSSA AMADOU, né à Bonssouma (Côte d'Ivoire), condamné à 2 ans de prison et 15 francs de dommages-intérêts par jugement du 29 août 1934 du tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

HOUEDANOU DOSSOU, né à Bohicon (Dahomey), condamné à 1 an de prison par jugement du 16 décembre 1935 du tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

M'Po KOUAKOU, né à Boukombé (Dahomey), condamné à 1 an de prison par jugement du 17 octobre 1935 du tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

ALI MOUSSA, né à Alédjo-Kadara (cercle du nord), condamné à 15 mois de prison par jugement du 23 mai 1935 du tribunal de 1^{er} degré de Sokodé.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décisions des :

31 juillet 1936. — La Société « John Holt and Company (Liverpool) Limited » est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 les dépôts de produits pharmaceutiques (listes n° 1 et n° 2) dans les boutiques qu'elle possède à Lomé et dont la position et le nom des gérants actuels sont indiqués ci-après :

a) Lomé — rue Amoutivé au coin devant le marché — gérant : M. KETONOU Bernard,

b) Lomé — rue Amoutivé (maison AGBONSON) — gérant : M. LAWSON Frantz AKAKPOVI,

c) Lomé — rue Amoutivé (VAKPO) — gérant : M. KUDAN Helfried DZELI.

3 août 1936. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 :

Lactéol — pansment

Rhino — lactéol

Viatol

Crayons termosan

Ampoules Vaxa

Comprimés lactéol

LOTÉRIE

Par arrêté du :

29 juillet 1936. — La Mission Catholique du Togo est autorisée à organiser dans le Territoire une loterie dont le produit sera consacré à la création d'une bibliothèque publique à Lomé.

Le nombre des billets dont l'émission est autorisée est fixé à DOUZE MILLE.

Le prix du billet est fixé à un franc.

Le tirage de la loterie aura lieu à Lomé dans la seconde quinzaine du mois de septembre 1936 sous le contrôle de l'administrateur-maire ou son représentant.

SUPPRESSION HALTE

Par arrêté du :

3 août 1936. — La halte d'Akaba-Plateau, située au kilomètre 225 de la ligne du centre, ouverte à titre d'essai à l'exploitation par arrêté du 30 octobre 1934 est fermée au trafic.

DOMAINES

Par arrêtés des :

3 août 1936. — Par dérogation aux dispositions de l'article 8 paragraphe 5 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, le nommé Fritz BASSA, commerçant à Agbonou, cercle du centre (ancien cercle d'Atakpamé), est autorisé à céder, à titre de vente, moyennant le prix de 1.300 francs, à la Société du Golfe de Guinée société anonyme dont le siège social est à Paris, 24 rue Drouot, ayant un principal établissement à Lomé, la concession provisoire qu'il détient sur le lot n° 6 du lotissement d'Anié, objet du titre-foncier n° 114 du cercle d'Atakpamé, en vertu de l'arrêté n° 338 du 19 juin 1931.

La Société Générale du Golfe de Guinée sera tenue à l'observation du cahier des charges, relatif à ce lotissement, notamment en ce qui concerne les conditions de mise en valeur dudit lot.

L'enregistrement de l'acte à intervenir et la transcription au livre-foncier seront effectués aux frais et à la diligence de la Société Générale du Golfe de Guinée.

Est et demeure annulé l'arrêté n° 249 du 25 juin 1936, portant attribution provisoire au sieur Clément FANDALOR, employé de commerce à Lomé, d'un terrain domanial, situé à Lomé, constituant le lot n° 17 du lotissement dit de l'internat de la surface de cinq ares soixante sept centiares, immatriculé avec plus grande étendue sous le n° 511 du cercle de Lomé.

27 juillet 1936. — Le nommé Vincent Dossou, agent de commerce à Tsévié, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Tsévié, subdivision de Tsévié, cercle du sud, constituant le lot n° 44 du lotissement allemand du centre commercial de Tsévié, d'une superficie d'environ douze ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges ;

1^{er} août 1936. — La Société Commerciale de l'ouest africain SCOA société anonyme, ayant son siège social à Paris, 7 rue de Téhéran, est autorisée à occu-

per à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial, constituant le lot n° 54 du lotissement provisoire de Blitta, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, d'une superficie d'environ douze ares;

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges;

3 août 1936. — Est et demeure annulée la clause d'indisponibilité résultant des dispositions du paragraphe 5 de l'article 8 de l'arrêté du 1^{er} avril 1927, mentionnée au tableau B de la section III du titre-foncier n° 479 du cercle de Lomé, appartenant au sieur Jacques LANGDON, comptable des travaux publics à Lomé, concessionnaire définitif du terrain domanial objet dudit titre-foncier.

Avis de bornages

Le lundi 12 octobre 1936 à quinze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (subdivision de Klouto), cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édifié un hangar à usage d'abattoir etc. . . . d'une contenance de 0 ha 46 ares 42 centiares, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par le boulevard circulaire, au sud par la rue des sœurs prolongée, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 973.

Le mardi 13 octobre 1936 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (subdivision de Klouto), cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une construction affectée aux services des P. T. T. etc. . . . d'une contenance de 0 ha 8 ares 12 centiares, et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par la place du marché, au sud et à l'ouest par la concession appartenant à Millers actuellement U. A. C. (T. 17 de Klouto), dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 974.

Le mardi 13 octobre 1936 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (subdivision de Klouto), cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant trois bâtiments à usage d'école, d'atelier et de logement etc. . . . d'une contenance de 0 ha 51 ares 00 centiares, et borné au nord par la rue des sœurs prolongée, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 975.

Le mardi 13 octobre 1936 à quatorze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (subdivision de Klouto), cercle du centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent édifiés des bâtiments destinés au service de santé de la formation sanitaire de subdivision de Klouto, d'une contenance de 2 ha 40 ares 99 centiares, et borné au nord par terrain à propriétaire inconnu, à l'est par la rue de Misahohe, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 976.

Le mercredi 14 octobre 1936 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ha. 31 ares 48 centiares, et borné au nord et à l'est par des terrains à des propriétaires inconnus, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par la rue de Misahohe, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 977.

Le mercredi 14 octobre 1936 à quatorze heures trente, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 0 ha. 52 ares 90 centiares, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est et au sud par le boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 978.

Le mercredi 14 octobre 1936 à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 0 ha. 1 are 77 centiares et borné au nord, au sud et à l'ouest par la place du marché, à l'est par terrain de la famille Baeta, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 979.

Le jeudi 15 octobre 1936 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 0 ha. 2 ares 42 centiares, et borné au nord par terrain à Timothy Anthony, à l'est par le boulevard circulaire, au sud par

la rue de la gare, à l'ouest par terrain à Micheal K. Apaloo, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 980.

Le lundi 14 septembre 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Mango, (chef-lieu de la subdivision) cercle du nord, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, divisé en 14 lots comprenant rues et place, etc. . . . d'une contenance de 3 hectares. 53 ares 74 centiares, et borné au nord, à l'est, au sud et à l'ouest par des terrains aux propriétaires inconnus, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 15 juin 1936, n° 997.

Le lundi 28 septembre 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (quartier n° 5, subdivision de Lomé), commune mixte de Lomé, cercle du sud, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant des cases indigènes à usage d'habitation en ruine, d'une contenance de 5 ares 89 centiares, et borné au nord par terrains à Albert Kudjonu et Sèni, à l'est par la rue de la mission, au sud par terrains à Komlassa et Kolevi, à l'ouest par la rue d'Amutivé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Abraham Lawson, ancien agent sanitaire, propriétaire-plantier, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 26 juin 1936, n° 998.

Le lundi 28 septembre 1936 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (quartier n° 6, subdivision de Lomé), commune mixte de Lomé, cercle du sud, consistant en un terrain urbain, en partie bâti, affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont élevées six constructions bâties en briques couvertes en tôles etc. . . . d'une contenance de 5 ares 93 centiares, et borné au nord-ouest par la rue d'Italie, au nord-est par terrain à Adjamgba et à Adama Félix, au sud-est par la route de Bè, au sud-ouest par un angle situé entre la rue d'Italie et de la route de Bè, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Tévi Lassey, employé de commerce, demeurant à Guama (Togo-britannique), agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 27 juin 1936, n° 999.

Le mardi 29 septembre 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, (quartier n° 10, subdivision de Lomé), commune mixte de Lomé, cercle du sud, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 05 centiares, et borné au nord par le boulevard circulaire, à l'est par terrain à William Fumey, au sud par terrain à Edward Essien, à l'ouest par terrain à David Thompson, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Thimotheus Anthony, propriétaire-plantier, demeu-

rant à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, lequel a déclaré que ledit terrain a été vendu à Shadrak Sewa Atikossie, en vertu du contrat en date du 6 juillet 1936, suivant réquisition du 23 juillet 1936, n° 1000.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

**Avis de demandes d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Suivant réquisition, n° 1001, déposée le 12 août 1936, le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain contenant la place du marché et le lotissement commercial créé par l'administration allemande, traversé par la route Lomé-Atakpamé, d'une contenance totale de 1 ha. 18 ares 40 centiares situé à Agouevé — Subdivision de Lomé — (Cercle du sud) et borné au nord par terrain à Sedjro et Maglo, chef et sous-chef d'Agouevé et au propriétaire inconnu, à l'est par terrain au chef Sedjro, au sud par terrains à Agbodza, Azouma et à propriétaires inconnus, à l'ouest par terrains à propriétaires inconnus et titre-foncier n° 564 du cercle de Lomé à Egbenyedji.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1002, déposée le 12 août 1936, le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, consistant en un terrain contenant la place du marché et le lotissement commercial créé par l'administration allemande, d'une contenance totale de 1 hectare 84 ares 65 centiares, situé à Agbeluvhoé — subdivision de Tsévié — (cercle du sud) et borné au nord et au sud par terrains à la famille Kpeli, à l'est par la route Lomé-Atakpamé, à l'ouest par terrain domanial constituant l'emprise du chemin de fer.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1003, déposée le 14 août 1936, le sieur Ernst G. Adabunu, profession d'employé de commerce, demeurant à Lomé et domicilié à Palimé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 5 ares 95 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, commune mixte de Lomé (cercle du sud) et borné au nord par la rue du chemin de fer, à l'est, au sud et à l'ouest par terrain à Ernst G. Adabunu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Le dit terrain a été cédé, à titre de donation, à la dame Grâce Ogomebou, revendeuse, et domiciliée à Lomé, suivant contrat de donation entre vifs en date du 28 février 1936. En vertu de cet acte le requérant consent expressément à ce que la mutation soit opérée au nom de la dite dame Grâce Ogomebou, aussitôt l'immatriculation acquise.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière
PEYROTTE

AVIS

De vente aux enchères des lots du centre commercial de Mango

Il sera procédé le samedi 24 octobre 1936 à 10 h. en la salle de délibération de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, des quatorze lots compris dans le lotissement du centre commercial de Mango :

N° du lot	Superficie	Mise à prix
1	6 a 25	625 frs.
2	7 — 80	780 —
3	7 — 50	750 —
4	9 — 00	900 —
5	9 — 00	900 —
6	9 — 00	900 —
7	7 — 50	750 —
8	9 — 00	900 —
9	9 — 00	900 —
10	7 — 50	750 —
11	8 — 00	800 —
12	9 — 60	960 —
13	9 — 60	960 —
14	9 — 60	960 —

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le journal officiel portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé, et à la subdivision de Mango.

Lomé, le 5 août 1936.

Le receveur des domaines,
PEYROTTE.

AVIS DE CONCOURS

Conformément à l'arrêté du 22 juillet 1936 inséré au journal officiel de la République française du 25 juillet 1936 le prochain concours pour l'admission au stage à l'école nationale de la France d'Outre-Mer aura lieu les 1^{er} et 2 avril 1937.

Le nombre des places est fixé à 19.

La date extrême pour formuler les demandes est le 25 octobre 1936.

CIRCULAIRE

A M. M. LES COMMANDANTS DE CERCLE ET CHEF DU SERVICE DE LA SÛRETÉ

Il a été constaté, à diverses reprises, que les condamnations à l'interdiction de séjour sont mal exécutées. Ou bien les arrêtés d'interdiction de séjour ne sont pas observés, ou même parfois ils ne sont pas pris. Ceci s'explique : l'interdiction de séjour est toujours prononcée en sus d'une peine principale de prison. Or, il arrive que l'on omet de me demander de prendre l'arrêté d'interdiction de séjour; ou bien on attend que l'individu ait subi sa peine principale, et quand il sort de prison, des années se sont écoulées et on ne pense plus à me demander de prendre cet arrêté; ou bien on omet de le signifier.

Pour remédier à cet état de choses, j'ai décidé de charger le service de police et sûreté de veiller à l'exécution de cette peine, de la façon suivante :

Aussitôt rendu un jugement prononçant l'interdiction de séjour, le président de la juridiction indigène adressera au directeur de police, en même temps qu'il lui envoie la fiche dactyloscopique prescrite par l'article 46 de l'arrêté du 1^{er} septembre 1933, une simple note lui faisant connaître que l'indigène dont il s'agit a été condamné à la peine de tant d'années de prison et de tant d'années d'interdiction de séjour. Dès réception de cette note, le service de sûreté me demandera de prendre l'arrêté d'interdiction de séjour, et il assurera la signification et en surveillera l'exécution : pour ce faire, il n'aura qu'à tenir à jour un fichier contenant, sur des fiches, les noms de tous les interdits de séjour, la date de mon arrêté et de sa signification et les localités ou régions interdites aux condamnés.

En me demandant de prendre l'arrêté d'interdiction de séjour, le chef du service de police et de sûreté me fera connaître son avis sur les localités ou circonscriptions administratives dans lesquelles il estime qu'il convient d'interdire le séjour du condamné.

Cet avis me sera transmis par les soins de l'administrateur supérieur, avec avis personnel de ce dernier; l'administrateur supérieur pourra consulter le commandant de cercle ou le chef de subdivision intéressé.

Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente circulaire, dont vous voudrez bien insérer une copie dans chaque exemplaire que vous possédez de la brochure : « La justice indigène au Togo » pages 111 et suivantes.

Le Commissaire de la République
BOURGINE

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

JUIN 1936

Climatologie (1)

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	13,1	24,4	95	02,1	24,2	86	72,6	24,0	80	89,3	22,3	87		22,3	80	03,4	24,3			21,6	84	05,4	25,0	73		23,0	65
2	13,8	25,0	83	01,7	20,3	80	73,0	23,5	73	88,1	23,4	80	04,2	23,5	70	08,7	25,2		28,4	22,4	70	06,3	20,1	07	99,7	27,2	70
3	13,8	25,0	83	01,0	27,7	75	73,1	27,8	70	89,3	27,1	78	01,2	24,5	86	03,0	20,2		28,0	25,0	84	03,3	20,1	72	00,2	20,8	82
4	12,9	26,5	83	00,7	28,0	82	72,9	26,3	84	87,0	27,8	79	03,3	25,0	83	04,0	20,3		27,3	24,0	87	04,0	28,3	73	98,0	28,5	70
5	13,0	25,5	92	01,0	27,2	90	72,9	24,1	83	87,0	26,2	84	03,5	24,7	88	08,0	26,0		27,0	23,0	89	04,7	23,2	07	97,8	27,8	73
6	12,7	24,5	92	01,3	25,5	90	72,3	25,1	82	87,5	25,1	90	03,9	22,8	87	04,3	25,5		27,5	23,2	88	04,7	26,1	08	90,0	27,0	74
7	12,5	25,3	86	00,3	26,5	75	72,6	26,5		87,1	25,3	70	03,8	23,7		04,0	25,8		27,5	23,2	88	04,7	26,1	08	90,0	27,0	74
8	12,7	26,2	80	00,7	27,6	90	72,3	27,4	77	88,0	27,0	78	03,7	24,5	77	03,0			20,7	25,6	84	03,5	28,2	75	93,4	28,2	73
9	10,0	23,7	88	08,3	27,0	75	71,3	28,3	71	85,6	26,1	74	02,7	23,0	71	02,3	26,4		20,1	24,4	80	02,5	27,7	73	93,4	28,0	70
10	11,7	26,2	92	00,0	25,5		72,3	27,1	74	80,0	25,3	82	03,0	23,8	82	03,1	26,5		20,0	25,4	91	03,4	27,0	83	94,7	27,0	85
11	11,0	24,0	93	00,0	24,9	87	72,0	25,0	73	87,5	25,1	75	04,3	22,3	83	04,7	25,8		20,7	22,8	85	04,5	26,3	76	97,5	27,4	73
12	14,1	25,5	81	02,2	27,0	79	73,5	25,0	84	88,7	26,8	83	05,8	23,7	84	06,0	24,5		28,7	22,0	90	06,1	25,3	81	99,3	26,0	77
13	14,7	26,2	78	03,1	26,3	81	74,7	25,6	84	89,4	25,1	88	06,0	22,8	87	06,0	24,0		20,0	22,3	88	03,7	25,2	77	99,9	27,1	70
14	13,0	26,5	80	02,7	27,3	79	73,8	28,2		89,0	27,1	83	06,2	23,3	82	03,9	25,3		20,5	22,7	82	06,7	26,8	70	00,1	28,2	71
15	13,0	26,4	81	01,7	27,8	78	73,1	28,0	71	85,3	27,3	81	05,1	24,0	76	04,3	26,1		28,1	24,5	82	03,3	27,8	04	97,5	28,9	70
16	13,0	26,5	88	01,1	26,0	82	71,9	26,1	73	87,9	25,8	86	04,9	24,0	87	04,6	24,5		26,9	20,5	89	07,5	24,8	92	99,8	24,9	81
17	14,6	25,1	87	02,0	26,5	87	72,7	25,9	80	89,1	23,1	81	05,7	23,0	73	06,3	24,8		28,1	22,0	90	06,3	25,0	76	01,0		78
18	15,0	25,6	86	03,3	27,0	88	71,2	24,9	77	89,4	23,5	78	06,5	23,2	83	06,0	24,3		28,0	21,2	88	07,0	24,1	82	02,1	24,8	78
19	14,7	25,3	90	03,0	26,9	84	73,3	26,5	76	89,5	25,0	75	06,2	23,8	74	06,0	25,0		29,2	21,7	92	07,5	25,6	74	01,9	25,0	82
20	13,7	24,7	89	04,5	25,1	90	73,1	24,2	70	88,7	24,2	73	05,8	22,7	88	06,5	22,7		28,3		92	06,0	21,1	62	01,5	22,5	80
21	14,7	25,7	87	02,6	26,8	78	73,0	25,7		89,3	24,7	79	06,0	24,1	80	07,5	23,7		29,3	21,6	91	05,8	23,3	76	03,0	24,2	85
22	15,9	25,0	89	02,9	26,4	82	74,5	25,5	79	89,9	26,3	85	07,5	24,6	83	07,7	24,7		29,6	22,9	78	07,4	26,0	76	00,0	26,4	71
23	15,0	25,3	89	03,0	27,4	70	74,2	25,8	80	89,5	25,8	80	06,0	23,7	78	06,7	24,4		28,9	21,0	93	07,0	25,0	80	99,8	24,1	89
24	10,2	23,5	92	04,5	26,3	87	74,1	25,5	80	90,2	24,8	90	07,5	22,9	86	07,7	24,0		29,1	20,8	95	07,5	25,3	87	01,5	20,3	78
25	17,4	24,2	86	05,4	24,7	78	75,8	23,3	88	91,9	22,7	83	09,3	21,2	70	08,9	24,5		30,7	20,4	97	09,4	24,3	86	03,8	24,2	88
26	17,7	24,0	83	06,2	26,3	83	75,4	25,5	84	92,5	23,0	78	09,4	23,6	71	70,1	25,7		30,4	23,1	91	09,5	25,5	82	03,8	24,0	71
27	16,5	23,1	85	05,3	27,3	71	75,8	24,7	79	91,5	25,3	71	08,7	23,0	71	69,1	25,2		30,4	21,7	80	70,1	25,5	71	03,5	26,1	60
28	15,1	25,0	81	03,0	27,1	73	75,3	26,7			23,3	74	07,3	24,1	78	07,5	25,7		29,7	23,4	80	07,0	27,0	67	04,9	26,2	76
29	16,1	26,3	85	03,0	25,4	82	74,5	24,0	82	89,7	24,7	83			73	08,2	24,5		29,3	23,2	68	07,8	26,0	61	00,2	25,8	76
30	17,0	25,5	81	03,8	26,0	82	74,9	26,0	81	91,1	25,4	83				08,9	24,1		30,3	24,8	80	08,5	25,4	80	02,9	26,8	77
Moy.	14,3	25,4	81	02,3	26,5	82	73,5	26,0	79	88,9	25,5	80	05,7	23,6	81	06,2	25,1		28,5	22,8	87	06,1	25,7	75	90,9	26,4	76

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Pluviométrie (6)

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1	56,7	42,4	53,8	33,0	28,0	37,5	24,7		12,5	26,0		35,3		5,5	82,5
2								15,0						27,8	
3		6,4			5,5		5,5						7,5		
4		28,7	27,2	12,0	21,0	1,0	12,1	2,0	G	3,1		7,9			
5	G	2,1	31,8	6,0	7,5		5,6	2,2	2,3	20,0	6,0				
6		18,5		12,0		20,0	G		11,5			G			
7									5,2		2,0	1,6			
8											14,1	12,9	4,0		
9							G						6,1		
10	25,0	19,7	46,2			3,0				64,0	1,1	21,6			
11							G	20,0						15,4	
12				32,0	5,5	2,0	9,3	26,3	2,5	61,2	35,5	8,2			
13			9,0				G		3,5						
14															
15	G			G				G			G	G			95,6
16	21,1		11,0	G		8,0	0,3	4,0	6,5	32,5	37,5	18,4	42,5	3,1	
17	1,1	1,5		G			15,0	41,4		2,5		13,3			
18	3,0	1,5	37,5			12,0		G			26,0		7,5	24,9	98,3
19	1,4				3,0	9,0	G								
20	2,1	0,7	26,3	21,5	4,5	1,5	15,5	15,0	3,2	8,2	17,0	32,2		7,0	31,5
21		0,7		3,0	1,5		9,2	102,7	3,5						
22		0,2					1,2	1,7							87,2
23	1,4			4,0		3,0	17,9	2,0	17,3				4,0		
24	7,7	4,6		10,5	64,0		137,5	27,2	2,5			1,4	3,5	38,1	3,7
25								1,8		34,9		28,9	2,1	20,4	
26	G						2,7				15,1	5,2	4,3		
27								2,0				3,9			
28		3,4		10,0	6,0	4,0	11,3	3,0	33,3	15,6			3,0		
29	G	2,9	G											4,5	
30					5,5	18,0		4,0		1,8			2,5		
TOTAL	119,5	133,3	242,8	144,0	152,0	119,0	267,8	270,3	103,8	269,8	154,3	190,8	87,0	146,7	398,8

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

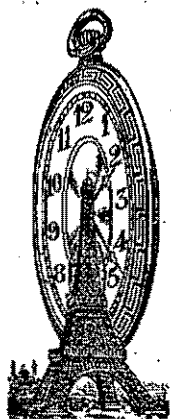
JOYEROT & JACOT

Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

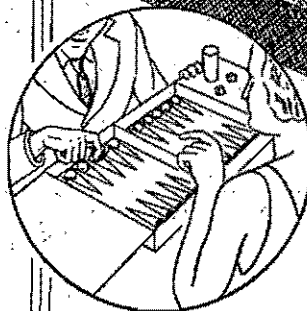
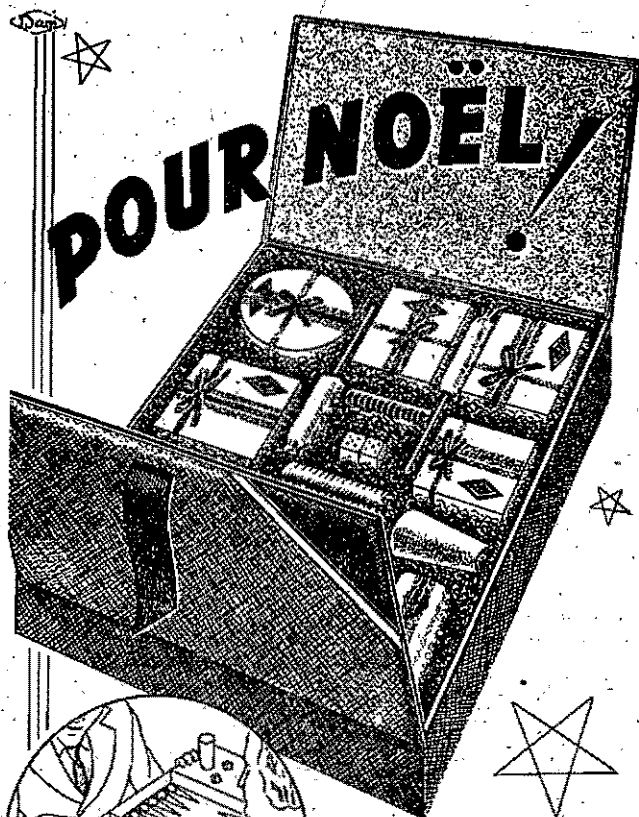
Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Representants sont demandés



23, rue Gambetta — BESANÇON — France



Imaginez un grand coffret (45 cm. x 35 cm.) façon cuir écarlate, paré d'un fermoir et de coins arrêtés de barrettes chromées. Ouvrez à deux battants : voici un échantillonnage des plus prestigieuses friandises de la Marquise de Sévigné...

Une boîte "Plume d'Or" Spécialité Sévigné ; Une boîte "Auvergne" Confiserie ; Un étui de Chocolat "Douce Amère" ; Un étui grains de café Chocolat ; Une boîte de Tablettes reconstituantes ; Une boîte Marrons glacés ; Un sac Chocolats saurés ; Un étui quatre tablettes, amande, lait, café, etc. ; Un coffret de pâtes de fruits d'Auvergne ; Deux sucreries Sévigné.

2 Gobelets, 30 Plans, 2 Dés.

Une fois le coffret vide, il vous restera un ravissant jeu de jacquet avec ses dés, pions et cornets.

DOUBLE-SIX

est le cadeau original et de classe que vous recevrez franco de port et d'emballage dans toutes nos colonies, contre mandat de 150 fr. adressé à

LA MARQUISE DE SÉVIGNÉ

ROYAT Puy-de-Dôme (France).

Double-Six peut aussi être livré en France à vos amis. Demandez également le catalogue général illustré. Pour gagner du temps adressez-vous aux PRINCIPAUX COMPTOIRS D'ALIMENTATION.